Monsieur le président de la République

Palais de l’Élysée

55 rue du Faubourg-Saint-Honoré

75008 Paris

FRANCE

Monsieur le Président,

Chaque jour, des femmes et des hommes comme Arnulfo Cerón Soriano luttent pour défendre et promouvoir les droits humains à travers le monde. Or, ils se trouvent aujourd’hui confrontés à un niveau de persécution et de répression inédit.

En octobre 2018, 160 défenseurs du monde entier, réunis à Paris, lançaient un appel aux États pour qu’ils adoptent des plans d’action nationaux qui reconnaissent et protègent le droit de défendre les droits humains. Le ministre français des Affaires étrangères, M. Le Drian, avait alors assuré que la protection des défenseurs était une priorité de la diplomatie française.

Pourtant, dans la pratique, la défense de l’universalité des droits ne résiste pas toujours aux intérêts économiques, stratégiques ou sécuritaires de la France, au niveau national comme international.

Aujourd’hui, le gouvernement doit s’engager à élaborer, en lien avec la société civile, un plan d’action national concret et ambitieux visant à garantir un environnement sûr et favorable à celles et ceux qui défendent nos droits à tous, en France et partout dans le monde.